



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la Coordination des  
Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT – 2026 - n° 611  
portant prescriptions complémentaires**

**Société SERMIX  
Usine de fabrication d'alimentation animale**

**Installation classée pour la protection de l'environnement**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,**

**Vu** le Code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;

**Vu** le décret du président de la République du 2 décembre 2025 portant nomination de M. François PESNEAU, administrateur de l'État, en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 28 janvier 2026 portant nomination de M. Raymond YEDDOU, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 03/08/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

**Vu** l'arrêté DRAJ/MICCSE n°2026-07 du 16 février 2026 portant délégation de signature à M. Raymond YEDDOU, Secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n°74 du 26 mars 2013 délivrée à la SAS EVIALIS France ;

**Vu** le transfert de l'autorisation de la SAS EVIALIS France à la Société SERMIX acté par la préfecture de Maine et Loire par un courrier en date du 18 février 2025 ;

**Vu** la demande de modification de prescription du 16 mars 2026 de l'exploitant concernant l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n° 74 du 26 mars 2013 ;

**Vu** le rapport et les propositions du 21 avril 2026 de l'inspection des installations classées ;

**Vu** le projet d'arrêté porté le 21 avril 2026 à la connaissance du demandeur ;

**Vu** les observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier électronique du 29 avril 2026 ;

**Considérant** que la demande de modification de prescription présentée par la société SERMIX consiste à soumettre une chaudière gaz de 2,033 MW fonctionnant plus de 500 heures par an mise en service en 2012 à l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 au lieu de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n° 74 du 26 mars 2013 pour les paramètres poussières et oxydes de soufre ;

**Considérant** que l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement est en effet plus adapté pour l'ensemble des polluants émis par ce type d'installation ;

**Considérant** que les modifications apportées ne sont pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Considérant** par conséquent que la demande de modification de prescription peut être acceptée ;

**Considérant** qu'il convient de prendre en compte la demande de modification sollicitée et de modifier les prescriptions applicables au site ;

**Sur** proposition du Secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SERMIX exploitant une usine de fabrication d'alimentation animale localisée zone industrielle de la Métairie sur le territoire de la commune de Longué-Jumelles est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour le site qu'elle exploite à la même adresse.

### **Article 2 :**

L'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n° 74 du 26 mars 2013 est modifié comme suit :

« 4.4.2 Installation de combustion

Les rejets atmosphériques des installations de combustion classées sous la rubrique 2910 sous le régime déclaratif respectent les dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales, soit à ce stade l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ».

### **Article 3 : Frais**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### **Article 4 : Délais et voie de recours**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes – 6, allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES CEDEX 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Pour les décisions mentionnées à l'article R. 181-51, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

#### **Article 4 : Mesures de publicités**

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Longué-Jumelles et peut y être consultée. Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Longué-Jumelles pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la Préfecture de Maine-et-Loire – Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – Bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 5 : Modalité d'exécution**

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, le sous-préfet de Saumur, la colonelle, commandant le groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire, le maire de la commune de Longué-Jumelles et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société SERMIX.

Fait à ANGERS, le 12 MAI 2026

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire général de la préfecture

Raymond YEDDOU

